

LE MEMORIAL DE VAUCLUSE (1845 – 1866) :
ÉTUDE DE PRESSE ET DE CONTENU

(Exposé de soutenance de thèse de 3^e cycle — 13 novembre 1981)

Si j'ai choisi comme sujet d'étude le «*Mémorial de Vaucluse*», c'est qu'au milieu du XIX^e siècle dans le département du Vaucluse, ce journal a été pendant plus de vingt ans le principal et souvent le seul organe d'information et d'opinion auquel on puisse faire référence. Le fait que ces vingt années, entre 1845 et 1866, recouvrent trois régimes successifs, fort différents dans leurs principes, entraînait obligatoirement que le journal changeât ses thèmes, ou plutôt changeât la coloration des thèmes puisqu'en politique il y a des sujets que l'on ne peut pas — si la législation le permet — éviter de traiter. Je ne veux pas dire par là que le fait qu'un journal se comportât, éventuellement comme une girouette, constituait pour moi un sujet d'étude particulièrement attrayant; mais si ce journal avait cette attitude, c'est bien sûr parce qu'il l'avait choisie ou y était obligé, et il était intéressant de définir pourquoi; et il était évident aussi qu'il devait, par cette attitude, satisfaire non seulement l'autorité politique du jour, mais une certaine clientèle régionale sans laquelle cette vocation aurait été absurde.

Cette attitude du journal, elle a été définie dès sa création et par sa création; elle était de soutenir les représentants locaux de la Monarchie de Louis-Philippe par n'importe quel moyen.

C'est dans le Vaucluse une période d'ardentes luttes politiques. Les partisans de l'ancienne Monarchie souhaitent tout aussi naturellement que les Républicains reprendre le pouvoir. Les scandales de la fin du régime de juillet comme le caractère impopulaire du dernier Ministère favorisent un changement d'une manière inespérée... Je ne vais pas refaire l'exposé de l'Histoire Nationale. Je souligne qu'il était normal que le «*Mémorial*» de Louis Philippe ait été orléaniste puisqu'il avait été créé pour cela.

Mais il est peut-être plus surprenant que le «*Mémorial*» de 1848 ait été républicain, et que le «*Mémorial*» de 1852 ait été bonapartiste. A première vue

seulement. Les gouvernements souhaitent logiquement qu'une presse les soutienne, et la réalisation matérielle d'un journal ne s'improvise pas, surtout lorsqu'il s'agit de la défense immédiate de la politique d'État. L'État utilise simplement des instruments qui existent pour la réalisation d'une œuvre d'autre finalité. Mais l'installation matérielle de l'imprimerie, sa notoriété, ses moyens financiers, la proximité extrême des locaux de la Préfecture, le caractère officiel de «Journal de la Préfecture», ne constituent pas les seuls instruments confisqués à ces fins différentes. Il y a les hommes qui faisaient le journal; et qui ont dû faire un autre journal; et qui s'y sont pliés.

On est tenté d'être extrêmement sévère, près de cent cinquante ans après, pour ceux qui ont accepté sans difficulté apparente de se soumettre à cet impératif. Mais il s'agissait d'êtres qui n'étaient ni des penseurs profonds, ni des hommes courageux. Même le premier Rédacteur-Gérant, Jean Baptiste Joudou, aurait été écrasé bien avant qu'il ne l'a été, s'il n'avait pas longtemps composé avec le Pouvoir. Sans doute pourrait-on penser très superficiellement qu'un organe républicain comme il s'en est créé partout, par exemple le «Républicain de Vaucluse», aurait pu devenir le soutien local officiel du gouvernement lors de la Révolution de Février. Mais l'organisation et la diffusion d'un journal exigent certaines conditions, et en particulier du temps — le «Républicain» est né plusieurs jours après — et la solution la plus efficace pour les gouvernants a été celle qui a été adoptée, et tant pis pour la rédaction. Le bénéfice des annonces légales, d'ailleurs, avait déjà été attribué au «Mémorial», et il constituait dès l'abord pour les rédacteurs un argument persuasif de ralliement immédiat. Cette rédaction, néanmoins, s'est pliée avec une complaisance choquante pour nous dès la fin de février, d'autant qu'elle a opéré ensuite avec la même complaisance tous les revirements qui se sont imposés.

Mais le rédacteur Joudou, qui est doué d'une grande facilité de plume, n'est vraiment pas un homme d'opinion. S'il était à l'aise dans la polémique, c'était contre des hommes plus que contre des idées. Des hommes proches sous la Monarchie de Juillet, qui sont restés les mêmes au début de la République : les légitimistes locaux; et un homme lointain, Louis-Napoléon Bonaparte, dès l'été 1848. Mais du moment où les premiers se rallient progressivement au second, quand il réussit son ascension, notre rédacteur est écarté.

Mais avait pris la relève au «Mémorial», dans le soutien de l'homme d'État Bonaparte, le fils de l'imprimeur, Pierre Achille Bonnet, qui doublera le rédacteur gérant en titre Joudou jusqu'en 1856 où il le remplacera totalement dans la réalisation et la rédaction du journal. Cette réussite ne durera pourtant pas autant que l'Empire. Paradoxalement, le «Mémorial» soutiendra trop long-

temps inconditionnellement la politique de l'Empire autoritaire et il finira par écœurer la clientèle du journal. Clientèle qui n'avait jamais été très considérable si l'on envisage le nombre des abonnements, mais relativement honnête si l'on compare ce chiffre à celui des abonnements locaux aux autres feuilles régionales ou parisiennes. Nous ne savons pas — de toute façon — quelle était l'audience du journal dans les cafés, cercles, cabinets de lecture, etc... Et il est difficile de faire référence à l'influence réelle du journal sur la population de la ville.

Cette influence, même si elle était mineure, devait tout de même exister puisque finalement les moyens d'information étaient extrêmement minces, et que dans les lieux publics l'on discutait surtout à partir de feuilles régionales, qui n'étaient pas obligatoirement de tendances divergentes puisque, dès que les oppositions étaient un peu trop vives, la censure locale remettait de l'ordre.

Et une conclusion s'imposerait presque; c'est non pas que l'opinion ait été orientée, déformée, flouée, mais qu'il y ait eu une opinion ou des opinions réellement motivées en dehors des milieux qui recherchaient systématiquement leur information dans les feuilles nationales et qui avaient le temps de réfléchir.

En première conclusion nous dirons que si le «Mémorial» libéral a assez bien soutenu la politique de Louis Philippe, il a été un mauvais organe républicain et il sera à la fois un bon et un mauvais journal bonapartiste. Un bon en ce sens qu'il ne soufflera mot interdit de la politique nationale, et qu'il sera un panégyriste confirmé de la politique extérieure de l'Empire, sauf à l'occasion de la question romaine où son attitude sera plus débitative; et un mauvais, car à force de ne rien dire de ce que les lecteurs, même favorables à l'Empire, et ils sont nombreux, voudraient savoir, à force de prudence exagérée, il finira par lasser sa clientèle, qui l'abandonnera.

Et il ne faut pas perdre de vue en l'occurrence le lien indissoluble qui lie le «Mémorial» de l'Empire au Maire Pamard, qui est un excellent Maire, mais qui cesse un jour de plaire en faisant à Avignon ce que fait Haussmann à Paris, et dépense, à reconstruire, à aménager et à embellir la ville, l'argent des contribuables qui préféreraient le garder.

De ce fait, et certainement beaucoup plus qu'entre 1845 et 1852, le «Mémorial de Vaucluse», volontairement devenu un peu le «Journal officiel» de la Mairie d'Avignon et beaucoup celui de la Préfecture, augmente tout ce qui concerne la vie locale. L'analyse quantitative du contenu, menée non sans difficultés — et nous y reviendrons —, selon les méthodes de Jacques Kayser,

montrent que trois rubriques se gonflent sensiblement, alors que la part globale des nouvelles politiques (nationales et locales) recule de 38,3 à 33,3 %; celle des informations économiques et sociales passe de 12,7 à 19,4 %; celle des informations culturelles s'élève de 5,2 à 7,2 %; et celle qui traite des fêtes et cérémonies locales se hausse de 2,7 à 4,3 %. Plus que la satisfaction d'une demande que les lecteurs auraient pu légitimement exprimer mais dont nous n'avons trouvé aucune trace dans la correspondance du *Mémorial*, il s'agit bien d'une volonté délibérée de Pierre-Achille Bonnet et du maire d'Avignon Paul Pamard. Il va sans dire que, de ce fait, le *Mémorial de Vaucluse* devient pour nous une source extrêmement précieuse d'informations sur la vie de province au milieu du XIXe siècle. Il est significatif qu'ayant, dès 1850, avec prudence, abandonné dans son sous-titre la défense des «intérêts républicains», il ait jugé bon d'y introduire celle des intérêts «commerciaux», complétée en 1862 par celle des intérêts «agricoles». J'ai conscience de n'avoir pas totalement exploité, faute de temps, cette mine d'informations statistiques sur une activité économique régionale en pleine mutation. Par contre, j'ai un peu insisté sur les prises de position résolument hostiles du *Mémorial* à l'égard de la démarche félibréenne naissante.

Que le temps m'ait effectivement manqué pour pousser plus avant dans ces directions de recherche, dont je présentais bien l'intérêt, m'amène à exprimer une opinion nuancée sur les principes qui ont régi la partie de mon étude qui a été faite d'après les normes de Kayser. Non pas sur les chapitres qui ont été définis par cet historien comme «fiche signalétique» ou «dossier d'identité» et qui sont tout à fait utiles. Décrire matériellement le journal, son lieu de création, d'impression, les transformations de son titre, chercher à connaître ses artisans, ses auteurs, fait partie d'une étude qui se veut exhaustive. Définir le cadre juridique ou les cadres juridiques successifs dans lesquels il est né et il a évolué est même d'un intérêt essentiel.

Mais mes réserves portent sur l'étude morphologique et sur ses résultats. Et d'abord sur l'échantillonnage. J'ai passé deux années sur cette étude technique dont une entière à faire la mesure soigneuse de 120 numéros sur plus de 2.000. J'ai acquis la conviction que cet échantillonnage n'était pas suffisant; que des éléments importants numériquement avaient entièrement échappé aux mesures et n'avaient donc pas été pris en compte dans les résultats qui peuvent se trouver de ce fait viciés. Je dirais même que j'ai acquis la conviction que pour que cette étude morphologique soit satisfaisante, à propos d'un périodique ancien, l'échantillonnage aurait été quasiment à proscrire. Or, à 120 numéros par an, la mesure de 2.000 numéros demanderait quinze ans; et d'aussi peu d'importance que soit le temps du chercheur, je pense que le résultat ne

mériterait pas le travail. Je ne récusé absolument pas ce qu'a été le résultat, car j'ai la conviction qu'il représente une approche scientifique de la vérité historique; mais il ne pourra être utilisé sans la prise en compte des réserves que je viens d'exprimer.

Je donnerai deux précisions pour définir ces réserves :

1 — Pour réaliser une étude morphologique il faut définir un cadre de classement. Un cadre qui est normalement réalisé à partir de titres d'articles, ou de titres de rubriques, et non pas à partir de l'analyse détaillée des textes où la part du jugement subjectif reste très grande.

Or, dans ce périodique ancien il n'y a pas du tout de titres. Et j'ai souligné dans mon étude le peu de précision et l'imbrication des rubriques, qui est générale dans les périodiques anciens. Ce qui semblait morphologiquement ne poser aucun problème, c'était le feuilleton qui, quasiment toujours présent, plus ou moins étendu, et toujours situé à la même place. Or, à l'analyse, ce feuilleton se révèle tellement divers par son contenu qu'il devrait logiquement être ventilé dans des rubriques thématiques dont il aurait modifié la masse, donc la transposition numérique.

2 — Le second point qui vient de façon flagrante — flagrante ici — témoigner de l'ambiguïté de l'étude morphologique, c'est que les résultats globaux de mon étude morphologique informent absolument les conclusions de mon analyse historique.

Sur le plan matériel, le journal, après 1852, augmente son format, augmente ses textes, augmente sa publicité, modifie favorablement sa périodicité puisqu'il passe à trois parutions hebdomadaires au lieu de deux. Mais sur le plan de l'analyse, les textes perdent peu à peu tout contenu substantiel, ne deviennent plus que verbiage, témoignent d'une désaffection de la rédaction pour la composition du journal jusque dans la collecte des faits-divers qui deviennent insipides; les publicités payantes se font rares; les publicités gratuites prennent une énorme ampleur, et le dernier intérêt réside dans la maintenance des annonces légales.

Ce qui ne signifie pas que la méthode de Jacques Kayser ne soit pas bonne. En tant qu'elle porte sur un échantillonnage considérable, et sur des rubriques qu'il reste possible de circonscrire matériellement sans procéder en même temps à l'analyse des textes, elle peut apporter à une étude de presse la précision de la chose chiffrée. Et celle-ci serait particulièrement satisfaisante pour l'esprit

dans ce domaine précis des sciences de l'homme où les éléments subjectifs se juxtaposent au point d'entacher toute autre conclusion d'une réserve de scepticisme qui ne sera jamais trop présente.

Hélène LECUTIEZ